

ARRET N°126 du 15 Juillet 2011

Dossier : 18/10-SOC

**CONTRAT DE TRAVAIL - SUSPENSION - LICENCIEMENT - DÉTENTION PRÉVENTIVE -  
PRINCIPE CONSTITUTIONNEL - PROHIBITION DE DOUBLE SANCTION POUR UNE MÊME  
FAUTE**

*« L'employeur qui a décidé la mise à pied du travailleur pendant sa détention provisoire tout en annulant sa deuxième décision de licenciement, a respecté les dispositions légales sur la suspension du contrat de travail et celles constitutionnels sur la prohibition de double sanction pour une même faute. »*

Banque XXX

C/

N.B.M.

**REPUBLIQUE DE MADAGASCAR**

**AU NOM DU PEUPLE MALAGASY**

**COUR DE CASSATION**

**CHAMBRE CIVILE, COMMERCIALE ET SOCIALE**

La Cour de Cassation, Chambre Civile, Commerciale et Sociale en son audience publique ordinaire du vendredi quinze juillet deux mille onze, tenue au palais de Justice à Anosy a rendu l'arrêt dont la teneur suit

**LA COUR**

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Statuant sur le pourvoi de la Banque XXX, ayant son siège social á [adresse], représentée par le Gouverneur Rasamoely Frédéric, contre l'arrêt CATO-07/SOC/10 en date du 11 mars 2010 de la Chambre Sociale de la Cour d'Appel de Toamasina, rendu dans le litige l'opposant à N.B.M.

Vu les mémoires en demande et en défense,

Sur le premier moyen de cassation tiré de l'article 26 de la loi organique 2004.036 du 1<sup>er</sup> octobre 2004 relative à la Cour Suprême, pris de la violation de l'article 21 du Code travail pour insuffisance de motif en ce

que l'arrêt attaqué a considéré comme abusif le licenciement intervenu consécutivement à une première sanction de mise à pied infligée au travailleur et pendant la durée légale de suspension alors que la rupture du contrat de travail n'est nullement imputable à la Banque Centrale en ce qu'elle n'a jamais procédé au licenciement du travailleur mais a seulement décidé sa mise à pied, la Cour d'Appel a ignoré les arguments avancés par la Banque XXX lors des débats ;

Attendu que l'arrêt attaqué énonce que par décision n°143 en date du 15 mai 2007 il (le travailleur) a été mis à pied ;

Que par décision n°205 en date du 1<sup>er</sup> juin 2007, alors que le salarié était encore en détention préventive, soit durant la période légale de suspension, la Banque Centrale a mis fin au contrat de travail le liant à N.B.M. ;

Qu'il y a donc une double sanction pour une même fraude

Qu'il y a violation d'un principe constitutionnel selon lequel « nul ne peut être puni deux fois pour le même fait »

Que la rupture du contrat, faite en violation des dispositions constitutionnelles est abusive engageant la responsabilité de son auteur »

Attendu toutefois ainsi qu'il ressort des éléments constants du dossier que, la Banque XXX a annulé la procédure de licenciement qu'elle avait diligentée, et qu'ainsi le contrat de travail le liant au salarié demeura suspendu, en attente d'une procédure au pénal ;

Qu'en concluant à l'existence de deux sanctions pour une même faute, la Cour d'Appel a mal interprété et appliqué la loi ;

Que l'arrêt attaqué encourt ainsi la cassation sans qu'il soit nécessaire de statuer sur le deuxième moyen proposé ;

### **PAR CES MOTIFS**

**CASSE ET ANNULE** l'arrêt n°CATO-07/SOC/10 du 11 mars 2010 de la Chambre Sociale de la Cour d'Appel de Toamasina ;

Renvoie la cause et les parties devant la même Juridiction, autrement composée ;

Ainsi jugé et prononcé par la Cour de Cassation, Chambre Civile. Commerciale et Sociale, en son audience publique, les jours, mois et an que dessus.

Où étaient présents :

Messieurs et Mesdames :

- RAKETAMANGA Odette, Président de Chambre, Président :
- RABETOKOTANY Marcelline, Conseiller – Rapporteur :

- ANDRIAMITANTSOA Harimahefa, Conseiller, RANDRIANANTENAINA Modeste, Conseiller, RAHELISOA Odette.

Conseiller, tous membres ;

- RAJAONARIVELO Clarisse, Avocat Général ;
- RABARISON ANDRIANARILALA Sylvain José, greffier :

La minute du présent arrêt a été signée par le Président le Rapporteur et le Greffier./